



China Institute

Economics - Politics - International Relations

Les relations sino-vietnamiennes, entre expériences communes et disparités

Laurent Hou

Relations internationales

Octobre 2010

Le China Institute est un groupe de réflexion français qui se consacre aux questions de civilisation, d'économie, de politique intérieure et de relations internationales liées à la Chine. Son fonctionnement est fondé sur les valeurs d'indépendance, d'équilibre, d'audace et de diversité.

L'objectif du China Institute est de proposer des analyses pertinentes et originales aux décideurs et citoyens et d'être une force de proposition dans l'espace public intellectuel et politique. Le China Institute a également pour ambition de favoriser et renforcer le dialogue entre la Chine et le reste du monde, en particulier la France.

Présidé par Éric Anziani, le China Institute est une association loi 1901, indépendante, non gouvernementale et à but non-lucratif.

Les travaux du China Institute sont disponibles en téléchargement libre à l'adresse suivante :

www.china-institute.org

Le China Institute veille à la validité, à la pertinence et à la qualité de ses publications, mais les opinions et jugements qui y sont exprimés appartiennent exclusivement à leurs auteurs. Leur responsabilité ne saurait être imputée ni à l'Institut, ni, a fortiori, à sa direction.

Le présent document relève de la propriété intellectuelle de son ou ses auteur(s). Toute représentation ou reproduction totale ou partielle et toute modification totale ou partielle sans le consentement de son ou ses auteur(s) sont interdites. Les analyses et les courtes citations justifiées par le caractère critique, polémique, pédagogique, scientifique ou d'information sont autorisées sous réserve de mentionner le nom de l'auteur ou des auteurs et de la source.

La Chine et le Vietnam sont de vieux voisins, dont la proximité n'est pas seulement géographique mais aussi culturelle. Si cette proximité a pu aboutir à des échanges heureux, les relations entre les deux pays ont longtemps été minées par le déséquilibre entre l'immensité territoriale et démographique chinoise et le Vietnam, à la taille plus restreinte mais aux institutions politiques néanmoins puissantes. Les deux États partagent en outre un contact douloureux avec l'Occident au XIXe siècle, prélude d'une émancipation nationale fondée sur le communisme. Ces similitudes sont à double-tranchant : si elles favorisent la compréhension entre les deux pays, elles peuvent raviver d'anciennes querelles. Aujourd'hui cependant, la coopération semble l'emporter.

Sur quel fondement historique ce partenariat se tisse-t-il ? Quels sont les éléments structurants de la relation sino-vietnamienne ? Comment ces deux États peuvent-ils surmonter leurs différences pour leur bénéfice mutuel ?

Des héritages et orientations communs au sein d'une relation asymétrique

Deux pays qui appartiennent à une même aire civilisationnelle

La Chine, comme le Vietnam, fait partie de l'Asie du riz, une grande aire civilisationnelle parfois nommée Asie sinisée. Si cette dernière appellation ne pose pas de problèmes pour les « Occidentaux »¹, elle est en revanche très polémique en Asie, car elle suggère une centralité et une supériorité de la Chine. On ne peut cependant que reconnaître la pertinence de ce concept pour désigner une aire qui, par les traits communs de ses composantes, se distingue nettement du reste du continent.

Au-delà de la culture du riz, les sinogrammes se sont aussi diffusés au sein de cet espace. Ainsi l'écriture vietnamienne, le *Chu nô*m, recourrait-elle aux sinogrammes² jusqu'au XVII^e siècle et l'introduction de l'alphabet latin, imposé par le colon français en 1920. Cette diffusion s'explique par le fait que les peuples qui occupaient l'actuel Vietnam ont longtemps été « tributaires » de l'Empire du milieu, dont ils reconnaissaient implicitement la suzeraineté. De -3 av. JC à 1000, l'actuel Vietnam était donc une périphérie intégrée de la Chine, et sa population était considérée comme civilisée, ou civilisable. Venu de Chine, le confucianisme³ a laissé son empreinte sur le Vietnam. Les deux pays partagent également l'adoption par une partie de leur population du bouddhisme du Grand Véhicule.

Si ces héritages communs anciens ont créé une proximité entre les deux pays, ils sont aussi problématiques dans la mesure où la reconnaissance de l'influence chinoise va à l'encontre de l'affirmation du Vietnam comme État-nation autonome. La Chine pourrait trouver son intérêt dans cette situation, mais elle doit cependant se montrer prudente, car une posture assumée de « grand frère » irait à l'encontre des principes de non-ingérence et d'anti-impérialisme, censés être au cœur de sa politique internationale.

¹ Gentelle P., Pelletier P., *Géographie universelle : Chine, Japon, Corée*,

² Terme plus précis que celui de « caractères chinois » ou, pire encore, « idéogrammes chinois » (on compte parmi les sinogrammes aussi bien des idéogrammes que des pictogrammes et des symbologrammes, ainsi que la combinaison de ces trois types)

³ Qu'il convient de distinguer de la pensée de Confucius

L' « humiliation » face à l'Occident

Chinois comme Vietnamiens n'ont pu s'opposer à la montée en puissance de l'Europe au cours du XIXe siècle. Le Vietnam fait ainsi partie de l'Indochine française à partir de 1887, tandis que la Chine, si elle n'est pas devenue une colonie dans sa totalité, s'est vue soumise au diktat occidental, notamment par le traité de Nankin de 1842. Mais à la différence de la Chine, le Vietnam a dû livrer bataille contre la France pour gagner son indépendance et n'a pu forger son unité nationale qu'après la victoire du Nord-Vietnam (soutenu par la Chine) face au Sud et aux troupes américaines.

Ainsi, lorsque les deux États ont la possibilité de trouver un sujet d'entente face aux « Occidentaux », ils mettent souvent en avant cette partie de leur histoire, notamment face aux critiques liées aux droits de l'homme ou au multipartisme. Ces deux expériences proches permettent aux pays de parler d'une seule voix lorsque leurs intérêts se rencontrent. Ainsi, la Chine n'a-t-elle pas hésité en 2010⁴ à parler d'une « tâche commune de combattre l'impérialisme occidental⁵ ».

Deux États centralisés façonnés par le nationalisme et des références au communisme

La Chine et le Vietnam ont tous deux une longue histoire⁶ mais leur structuration en État-nation est très récente : la République populaire de Chine naît en 1949, tandis

⁴ Revue consacrée aux enjeux internationaux et étroitement liée au Quotidien du Peuple

⁵ <http://opinion.globaltimes.cn/commentary/2010-08/568529.html>

⁶ Il est d'ailleurs intéressant que les historiens chinois et vietnamiens revendiquent 5000 ans d'histoire (environ), en se basant sur des dynasties légendaires et des trouvailles archéologiques mineures... les historiens étrangers font remonter l'histoire chinoise à environ -1600 (dynastie Shang) et l'histoire vietnamienne à la seconde moitié du premier millénaire avant J-C.

que la République démocratique du Vietnam est proclamée en 1945, avant de faire place à la République socialiste du Vietnam en 1976. Les deux États se sont érigés sur la base d'un nationalisme marqué : certains historiens estiment en effet que la révolution chinoise était nationaliste avant d'être communiste⁷. Ho Chi-Minh était également au moins autant l'incarnation d'un certain nationalisme vietnamien qu'un adepte du marxisme-léninisme.

C'est l'affirmation nationaliste du Vietnam contre la puissance coloniale française, puis la guerre contre les États-Unis, qui constituent l'acte de naissance du Vietnam contemporain. Le pays est donc marqué par des mouvements de centralisation et d'étatisation qui relèvent aussi bien d'une logique communiste que d'une logique nationale, souvent difficiles à distinguer. Au Vietnam, le nationalisme s'est toutefois quelque peu estompé face au pragmatisme, comme le montre le rétablissement de liens forts avec les États-Unis, même s'il demeure puissant au sein de la société. La vie politique respective des deux pays est en outre monopolisée par un seul parti : le Parti communiste chinois (PCC) pour la Chine et le Parti communiste vietnamien (PCV) pour le Vietnam. Ces naissances concomitantes, arc-boutées sur un nationalisme renforcé par une idéologie communiste, sont des éléments qui rapprochent et divisent les deux États, en favorisant la compréhension mutuelle mais également certains antagonismes.

Ces similarités politiques, associées au décollage économique, laissent presque penser que les deux pays suivent un même « modèle⁸ ». En effet, les réformes chinoises ont débuté en 1978 tandis que les réformes vietnamiennes du Doi Moi (« renouveau ») datent de 1986 : la réussite de l'expérience chinoise a sans doute inspiré cette décision. Dans les deux cas, l'ouverture économique n'a pas débouché sur une mue politique mais a néanmoins contribué à nouer des rapports plus apaisés avec

⁷ Blanco L. (2007), *Les origines de la révolution chinoise 1915-1949*

⁸ http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/vietnam_555/presentation-du-vietnam_1357/index.html

d'autres nations. Les profonds changements économiques ont abouti à l'entrée à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) des deux États : la Chine en est membre depuis 2001 et le Vietnam depuis 2007. Le Vietnam a soutenu l'adhésion de la Chine en 2001 et la Chine a soutenu celle du Vietnam en 2007. Cette appartenance commune à l'OMC et l'application de ses règles⁹ va certainement intensifier les échanges économiques entre les deux États.

Une différence « de taille »

Tout d'abord, la différence de taille, tant territoriale que démographique, entre les deux pays modifie le contexte des problèmes. Le Vietnam est forcément plus centralisé que la Chine qui doit en permanence chercher des compromis entre État central fort et diversités locales. Le Vietnam est un État dont le territoire, malgré des différences topographiques, se caractérise par le lien au littoral, un climat unique, et une agriculture uniforme – alors que l'on distingue, par exemple, Chine du riz au Sud et Chine du blé au Nord.

Cette différence d'échelle entre les deux pays induit des structures et enjeux différents. Ainsi, tandis que le problème le plus important en Chine est celui de la « gestion » du nombre et de l'immensité, le Vietnam doit quant à lui gérer la densité de sa population, d'environ 260 habitants au km². Cette différence occupe une place fondamentale dans la relation entre les deux pays. Le Vietnam regarde son immense voisin avec une certaine appréhension, parfois empreinte d'émerveillement.

La République populaire représente donc un enjeu essentiel pour le Vietnam¹⁰ qui, lui, n'est qu'un sujet important parmi d'autres dans la politique étrangère chinoise.

⁹ qui reste en grande partie un grand chantier de travail

¹⁰ www.vietnamembassy-usa.org, consulté le 29/08/2010

L'affirmation de l'identité vietnamienne

Le Vietnam moderne est né dans le sang. Après avoir résisté aux Français et aux Américains, le peuple vietnamien a tenu en échec les troupes chinoises en 1979. Le pays s'est donc essentiellement appuyé sur l'URSS pendant des années, avant de jouer la carte des États-Unis une fois pansées les plaies les plus vives de la guerre. Le millénaire d'appartenance à l'empire chinois fait que le Vietnam s'est construit contre la Chine dans une certaine mesure, comme en témoignent leurs rapports parfois tendus.

Les rapports conflictuels entre Chine et Vietnam de 1970 et 1991 : période noire ou reflet d'antagonismes plus profonds ?

Une histoire de conflits ?

Si la République Populaire de Chine a soutenu la lutte de la République démocratique du Vietnam face à la France, aux États-Unis et au Sud-Vietnam, les rapports entre les deux États se sont assez vite détériorés. En effet, dès 1974, la Chine vainc les troupes du Sud-Vietnam qui occupaient les îles Paracels et en profite pour prendre possession des lieux, prouvant ainsi que son aide n'était pas désintéressée. Mais la véritable rupture entre les deux États a lieu après la proclamation de la République socialiste du Vietnam. En effet, le Vietnam, qui, contrairement à la Chine, n'a pas rompu avec l'Union soviétique, envahit le Cambodge en décembre 1978, en raison d'antagonismes traditionnels attisés par des incidents frontaliers, mais aussi pour protéger la minorité vietnamienne et soutenir le mouvement du Front uni de libération du Kampuchea face aux Khmers rouges. La Chine, qui soutient ces derniers, décide d'envoyer ses troupes contre son ancien allié,

sans succès. Le traitement de la minorité chinoise par les autorités vietnamiennes a également contribué à détériorer les relations entre les deux pays. Enfin, le dernier conflit en date remonte à 1988, lorsque la Chine défait le Vietnam dans l'archipel des Spratleys en mer de Chine du Sud. Il convient de signaler également que différents incidents frontaliers avaient émaillé les relations sino-vietnamiennes au cours de la période 1974-1991, avant même la proclamation de la République socialiste du Vietnam.

La mer de Chine du Sud, « point chaud » depuis 1956

Actuellement, les disputes territoriales en mer de Chine du Sud constituent la principale ombre au tableau des relations sino-vietnamiennes. On notera que les Vietnamiens ne la nomment pas « mer de Chine du Sud » mais « mer de l'Est », car la Chine s'est parfois servie de la toponymie pour faire valoir ses revendications. Si cette mer suscite de si vives convoitises, c'est qu'elle constitue une étape essentielle d'une grande partie du commerce asiatique. Elle est en outre extrêmement poissonneuse et très riche en hydrocarbures¹¹. La mer de Chine du Sud est donc un espace de tensions entre différents Etats, dont particulièrement la Chine et le Vietnam, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cette situation est encore compliquée par la fragmentation des archipels, qui aboutit à des impasses juridiques. Les rapports de force économiques se sont substitués aux rapports militaires, les rivalités s'exprimant parfois par compagnies pétrolières étrangères interposées, ou encore en prétextant la réglementation de la pêche.

Si des propositions d'exploitation commune ont été formulées à partir des années 1990, il demeure que la Chine se veut à la fois partie prenante et arbitre de l'accord

¹¹ Biao H. (2010), South China sea, *Outre-terre*, n° 25

qu'elle propose¹², en refusant par exemple l'adoption d'un code de conduite proposé par le Vietnam. Alors que, depuis 2002, l'amélioration des rapports entre la Chine et l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN)¹³ avait amorcé une phase de détente, la Chine a réaffirmé ses revendications durant l'été 2010, accompagnant son discours de forages et d'opérations symboliques¹⁴. En conséquence, le Vietnam s'est rapproché des États-Unis sur le plan naval militaire en août 2010¹⁵. Rappelons pour mémoire que les relations américano-vietnamiennes avaient entamé un processus de normalisation dès 1978 avant d'être officiellement normalisées en 1995. Le Vietnam, qui ne peut plus s'appuyer aujourd'hui sur l'URSS, se tourne donc vers son ancien ennemi.

À la question de la mer de Chine du Sud s'ajoute celle du golfe de Tonkin, où la situation est cependant qualifiée de « stable » par l'ambassade du Vietnam en Chine¹⁶. En effet, les désaccords se sont apaisés depuis les négociations de 1993; une tendance qui s'est confirmée en 2000 avec une meilleure application des résolutions dans un contexte général d'embellie des relations entre la Chine et le Vietnam. L'année 2006 a ainsi vu l'établissement d'une patrouille de contrôle conjointe par la police maritime vietnamienne et l'administration chinoise du contrôle de la pêche, puis par les forces navales des deux pays.

Géopolitique de l'eau : une question incertaine mais préoccupante

Pour la Chine, confrontée à de sérieux problèmes environnementaux liés à la gestion des ressources en eau de son territoire, le contrôle des fleuves situés sur le territoire chinois est un enjeu d'importance croissante. La Chine a donc établi de

¹² Ibid.

¹³ Association of South-East Asia Nations (association des nations de l'Asie du Sud-Est)

¹⁴ Telles que l'installation d'un petit drapeau chinois sur les fonds marins grâce à un sous-marin muni d'un bras mécanisé

¹⁵ <http://fr.vietnamplus.vn/Home/VN-cooperation-navale-pour-boosteur-lamitie-en-mer/20108/10270.vnplus>

¹⁶ <http://www.vnemba.org.cn/en/nr050706234129/>, consulté le 01/09/2010

nombreux barrages sur le cours du Mékong, qui joue un rôle vital dans l'irrigation de l'Asie du Sud-Est, et donc du Vietnam. Le rôle de ces barrages est double : contrôler le débit du fleuve et produire de l'électricité. Mais la Chine ne communique aucune information quant à ces aménagements, si bien que ses voisins du Sud-Est protestent de plus en plus vivement, estimant que les sécheresses qui frappent la région pourraient être aggravées par ces travaux. L'impact des barrages ne se limite pas aux seuls enjeux liés à la sécheresse : ils pourraient avoir des impacts négatifs sur les activités rizicoles vietnamiennes. Si les conséquences de l'aménagement du Mékong par la Chine sont encore floues, il est clair qu'il s'agit d'une source de tension supplémentaire que Pékin pourrait désamorcer en adhérant à la Commission de la rivière du Mékong (MRC)¹⁷ par exemple.

Des possibilités de coopération par-delà les désaccords

On peut toutefois être raisonnablement optimiste quant au futur des relations sino-vietnamiennes, marquées par une « tendance positive »¹⁸ depuis 1991. Le début du règlement de la question du golfe de Tonkin en 1993 grâce à des entretiens bilatéraux réguliers, la réouverture de la voie ferrée liant les deux pays en 1996, ou encore le règlement des différends frontaliers terrestres par la signature du traité d' Hanoi¹⁹ en 1999, constituent autant de preuves de cet apaisement. En 2010 les deux régimes ont célébré les soixante ans de leurs relations avec moult cérémonies et en signant de nouveaux partenariats. Ces éléments tendent à prouver qu'en dépit de la complexe question de la mer de Chine du Sud, les deux États peuvent parvenir à mettre leurs différends de côté afin de construire des projets qui correspondent à leurs intérêts mutuels. En effet, la stabilité régionale est bénéfique aux deux États, et tout conflit risquerait d'écorner l'image internationale de la Chine. Des relations d'entente sont

¹⁷ Mekong's River Commission, <http://www.mrcmekong.org/>

¹⁸ Amer R. (2000), *The Management of the Border Disputes Between China and Vietnam and its Regional Implications*

¹⁹ Ibid.

également de nature à créer des rapports de coopération entre la Chine et l'ASEAN, dont le Vietnam, par sa population et le dynamisme de son économie, est l'un des membres les plus importants.

De récentes coopérations promesses pour de futurs partenariats ?

Des dynamiques économiques positives

Les deux pays sont actuellement dans une dynamique économique favorable. Le Vietnam peut se targuer d'avoir connu le deuxième taux de croissance mondial au cours de la dernière décennie derrière... la Chine²⁰. À l'image de cette dernière, le Vietnam a entrepris de profondes réformes économiques qui portent aujourd'hui leurs fruits. Le différentiel de développement entre les deux États (en termes de PNB par habitant, la Chine est devant le Vietnam avec, en 2005, 1736 dollars contre 623 dollars²¹) pourrait bénéficier aux deux pays, en limitant la concurrence entre les mêmes secteurs des deux économies et en offrant au Vietnam la possibilité de « remonter des filières » au fur et à mesure que la Chine les abandonne, comme l'illustre l'amorce d'un mouvement de délocalisation d'entreprises chinoises au Vietnam.

Depuis la fin de la crise asiatique de 1997, d'où la Chine était sortie renforcée dans ses rapports avec les autres pays asiatiques, les échanges entre le Vietnam et la Chine sont florissants : selon le Ministère du Commerce et de l'Industrie du Vietnam²², les

²⁰ www.seco.admin.ch, consulté le 28/08/2010

²¹ Il faut maintenant revoir ces chiffres à la hausse mais ils donnent une idée de l'écart entre les deux pays.

²² <http://fr.vietnamplus.vn/Home/VietnamChine--larges-potentiels-de-cooperation/20107/9625.vnplus>

échanges commerciaux bilatéraux ont augmenté de 32% en moyenne annuelle depuis 2000. En 2009, malgré la crise économique mondiale, ce chiffre a atteint 21,35 milliards de dollars, une hausse de 5,4% par rapport à 2008. Au cours des cinq premiers mois de l'année 2010, le montant des exportations du Vietnam vers la Chine a progressé de 44% et celui des importations de 33% par rapport à 2009. On notera que si la balance commerciale penche du côté chinois, ce sont les exportations vietnamiennes qui croissent le plus fortement, en raison de la complémentarité des deux économies: le Vietnam fournit du pétrole à la Chine (qui en importe depuis 1994), ainsi que des produits agricoles, notamment des surplus de riz²³ et des produits de la mer. On peut également mentionner le rôle de la demande chinoise en caoutchouc (premier importateur au monde) pour l'économie vietnamienne²⁴. Le Vietnam parvient également à vendre quelques biens de consommation, du café et du thé. La Chine, elle, écoule ses inévitables produits manufacturés sur les marchés vietnamiens, ainsi que des machines-outils, des produits chimiques, des semences hybrides de riz et des fruits. Au sein de cette balance favorable à la Chine, la hausse des prix de l'énergie apparaît toutefois comme une bonne nouvelle pour le Vietnam, dont la production pétrolière a plus que doublé entre 1995 et 2002. Cette balance déséquilibrée est bien entendu un motif d'inquiétude pour le Vietnam, mais son caractère problématique a également attiré l'attention de certains experts chinois qui estiment qu'il serait préférable de réduire ce fossé²⁵. Certains défis semblent offrir des possibilités supplémentaires de coopération : lutte contre la sécheresse et contre les inondations, ou encore modernisation agricole.

Le développement de l'intérieur chinois, opportunité à saisir pour le Vietnam ?

²³ Angelier J.-P. (2004), L'impact de la croissance chinoise sur les marchés mondiaux de matières premières, *Politique étrangère* vol.69

²⁴ <http://vinachina.com/bizcenter/0/Vietnam-China%20Trade%20and%20Investment%20Relation/549/13051/1>

²⁵ <http://opinion.globaltimes.cn/commentary/2010-08/567249.html>

La Chine littorale, première manufacture de l' « atelier du monde » et base des secteurs les plus dynamiques et innovants de l'économie chinoise, joue bien entendu un rôle important dans les échanges sino-vietnamiens. Néanmoins, ce n'est pas le seul espace qui compte. La stratégie de développement actuelle de Pékin mise sur l'intérieur des terres. Au cœur de ces préoccupations se trouve notamment la province du Yunnan, en phase de devenir une plaque tournante pour le Sud-Est asiatique. Le Yunnan et la province vietnamienne du Lao Cai cherchent donc à développer de concert le tourisme dans la région, en misant sur l'attractivité de sites qui se trouvent des deux côtés de la frontière. La province du Sichuan est elle aussi appelée à jouer un rôle majeur, puisqu'elle censée servir d'interface entre l'Asie du Sud-Est et le Grand Ouest chinois, et a bénéficié du quart du plan de relance du gouvernement chinois, non seulement à cause de l'impact du séisme de Wenchuan, mais aussi afin de mettre en place cette stratégie de développement. À mesure qu'elles s'enrichissent, les provinces du Sichuan et du Yunnan importent davantage de produits vietnamiens, dont la diffusion dans le reste de la Chine dépend de l'amélioration des communications : deux routes express supplémentaires ont ainsi été construites dans le Guangxi, province frontalière du Vietnam²⁶. L'augmentation des échanges économiques passe également par la création de zones spéciales comme celle de Donxing / Mong Cai²⁷, où les échanges ont augmenté de façon spectaculaire²⁸ atteignant 4,1 milliards de dollars en 2008.

Partenariat stratégique et clarification des frontières : un rapprochement économique et géopolitique

Dans les relations sino-vietnamiennes, relations politiques et économiques vont de pair. Ainsi existe-t-il un partenariat stratégique entre les deux pays, approfondi en

²⁶ *China Daily* (25/09/2009), http://www.chinadaily.com.cn/business/2009-09/25/content_8738276.htm

²⁷ Au niveau de la frontière entre les deux Etats, deux villes littorales se font face : Dongxing côté chinois et Mong Cai côté vietnamien

²⁸ *China Daily* (08/02/2010), http://www.chinadaily.com.cn/bizchina/2010-02/08/content_9444539.htm

2008 avec l'établissement d'une ligne téléphonique sécurisée entre les dirigeants vietnamiens et chinois et avec la signature de différents contrats, parmi lesquels l'établissement d'un partenariat entre PetroVietnam et CNOOC (Chinese National Oil Company). La dernière rencontre diplomatique du 22 Juillet 2010 entre le ministre chinois des Affaires étrangères et le secrétaire général du Comité Central du Parti communiste vietnamien était placée sous le signe de la coopération. La frontière, hier barrière, est devenue une interface entre les deux nations. Un nouvel accord détaillé et clair portant sur son tracé a été intégralement approuvé par les deux parties en 2009, avant de donner lieu à une cérémonie le 14 juillet 2010²⁹. 2010, officiellement qualifié d'année de l'« amitié » en célébration des soixante ans de relations (tumultueuses) entre les deux États, reflète bien la réalité d'une intensification de relations fécondes.

L'ASEAN, une création pour gérer des rapports politiques et économiques inégaux ?

La difficulté des relations entre la Chine et ses voisins est l'une des raisons de la création par ces derniers de l'ASEAN en 1967 (le Vietnam n'y a toutefois adhéré qu'en 1995). En effet, aucun État d'Asie du Sud-Est n'est de taille, économiquement, politiquement, ou démographiquement, face à la Chine. Le renforcement des liens entre ces États au sein de la même instance supranationale leur a permis de surmonter des intérêts divergents et des différences politiques, économiques, et culturelles, voire religieuses, afin d'œuvrer à des chantiers communs et, lorsque l'occasion se présente, de peser d'un même poids face au Japon ou à la Chine. Les inquiétudes des membres de l'ASEAN quant à la résurgence d'une Chine « impériale » doivent néanmoins être nuancées, car elles correspondent davantage à l'ancienne stratégie d'émergence de la Chine – qui consistait à redevenir d'abord un grand en Asie – qu'à sa stratégie actuelle. Désormais, Pékin ne peut fonder celle-ci sur le vieux modèle « gravitationnel », car les

²⁹ Vietnam Plus, <http://fr.vietnamplus.vn/Home/La-frontiere-VietnamChine--celle-de-paix-et-damitie/20107/9544.vnplus>

grandes orientations stratégiques chinoises dépendent d'abord des relations avec les Etats-Unis et les pays sources de matières premières, souvent situés en Afrique ou en Amérique latine.

Le Vietnam, maillon essentiel dans la chaîne des rapports Chine/ASEAN ?

La Chine suscite un certain nombre d'inquiétudes économiques chez ses voisins de l'ASEAN, y compris le Vietnam où les plans chinois de création de mines de bauxite se sont heurtés à de sévères critiques publiques³⁰. La Chine et le Vietnam, en dépit de certaines complémentarités évoquées précédemment, se font aussi concurrence dans certains secteurs, et les économies d'échelles que permet la taille de la Chine suscitent des craintes au Vietnam³¹. Malgré cela, le Vietnam n'est pas le pays de l'ASEAN qui a le plus à craindre. En effet, Pékin n'est que le 15^{ème} des quatre-vingt-onze investisseurs étrangers au Vietnam ; on est donc loin de toute colonisation économique. Cette situation, combinée à la proximité politique et culturelle et aux rapports détendus entre les deux États depuis 1991, pourrait offrir au Vietnam un rôle de médiateur entre la Chine et l'ASEAN. Ainsi Pékin a-t-elle applaudi la présidence vietnamienne de l'ASEAN en 2010³². De son côté, le Vietnam est pleinement conscient des opportunités que lui offre une telle situation et envisage d'organiser une série de réunions pour renforcer la coopération entre la Chine et l'organisation supranationale³³.

L'accord de libre échange entre la Chine et l'ASEAN (2010), outil pour intensifier les échanges économiques ?

³⁰ <http://www.thailande-fr.com/economie/4048-thailande-vietnam-laos-pourquoi-la-chine-leur-fait-peur>

³¹ Xuan Dung Cao, Thi Anh-Dao Tran, *Transition et ouverture économique au Vietnam : une différenciation*

³² Vietnam Plus, <http://fr.vietnamplus.vn/Home/ASEAN-La-Chine-apprecie-le-role-du-Vietnam/20107/9684.vnplus>

³³ Vietnam Net, <http://english.vietnamnet.vn/politics/201004/New-prospects-for-VietnamChina-trade-906194/>

Les rapports entre la Chine et l'ASEAN ont dans un premier temps été tendus. La naissance, en 1949, de la République populaire de Chine, communiste et nationaliste, a affirmé le modèle de l'État-nation westphalien. Ainsi l'Empire du milieu a-t-il d'abord privilégié une diplomatie « de type traditionnel », fondée sur des relations bilatérales entre États souverains et rétive au dialogue avec des instances multilatérales. Néanmoins, 1991 a constitué un tournant, alors que le Vietnam n'était pas encore membre de l'ASEAN : cette date correspond à l'initiation du dialogue de coopération entre la Chine et l'ASEAN. 2002 a constitué une étape décisive avec la signature de l'accord-cadre de coopération entre la Chine et l'ASEAN. Cette coopération a été couronnée en 2010 par la signature d'un accord de libre-échange entre la Chine et l'ASEAN. Celle-ci est à la fois le signe d'une amélioration considérable du dialogue et une opportunité économique, mais cette dernière n'est pas sans nuances : une récente étude de la Standard Chartered Bank montre que les exportateurs de produits de base tels que l'Indonésie et le Vietnam sont susceptibles de bénéficier de la montée en puissance de la Chine, à la différence des nations comme la Thaïlande et la Malaisie dont les profils d'exportation se chevauchent avec ceux de la Chine. Cela pourrait donc confirmer la position d'intermédiaire de l'État vietnamien.

Comment accroître la coopération et réduire les tensions persistantes ?

Actuellement, l'optimisme est donc de mise quant aux relations sino-vietnamiennes. En effet, les deux États ont établi des relations fondées sur la coopération durant les deux dernières décennies, tournant la page de divergences parfois violentes, même s'il convient de rester prudent.

Sur le plan économique, il est souhaitable que les deux parties parviennent à jouer davantage sur la complémentarité de leurs économies. Le secteur touristique offre sur ce point des développements prometteurs. Serait-il possible d'envisager des projets communs dans d'autres domaines tels que ceux de la gestion de l'eau ou du développement agricole ?

Sur le plan diplomatique, l'approfondissement des relations entre les deux États est une tâche conséquente aux multiples enjeux. Le Vietnam se doit notamment d'équilibrer ses relations entre les États-Unis et la Chine. Le développement des relations entre la Chine et l'ASEAN pourrait lui offrir une belle carte à jouer s'il parvient à se positionner comme intermédiaire entre les deux parties. Finalement, il est raisonnable d'imaginer qu'en raison de la parenté de leurs systèmes politiques, Pékin et Hô-Chi-Minh-Ville poursuivront leur front commun face à certaines incitations « occidentales ». Il est cependant impossible de conclure sans revenir à l'épineuse question de la mer de Chine du Sud. Une solution d'exploitation économique commune semble a priori envisageable, d'autant qu'un précédent existe depuis 2004 dans le Golfe du Tonkin. Le défi serait alors de trouver un arbitre « neutre » ou de créer un comité accordant une importance égale aux différents acteurs. On ne peut cependant exclure l'hypothèse d'une volonté chinoise de faire du contrôle étroit de cet espace un pilier de sa stratégie navale, ce qui compliquerait encore la situation. Dans tous les cas, il s'agit là du nœud gordien des relations sino-vietnamiennes.



| contact@china-institute.org |